

BUDGET

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

2025
2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2025-2026	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G01	Voyages hors QC	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 : a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.	MEIE
G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.	MEIE
G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025 , et les prévisions pour 2025-2026; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	MEIE
G04	Conférences de presse, événements	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.	MEIE
G05	Formation en communication	La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ; b) le but recherché par chaque dépense ; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ; h) le but visé par chaque dépense ; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.	MEIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2025-2026	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G06	Contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.	MEIE
G07	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	MEIE
G08	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.	MEIE
G09	Développements informatiques	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; b) la nature du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : -la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.	MEIE
G10	Hébergement de données	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année : b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.	MEIE
G11	Dépenses diverses	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.	MEIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2025-2026	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G12	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents; f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.	MEIE
G13a	Minorités visibles 35 ans et +	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;	MEIE
G13b	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;	MEIE
G13c	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	MEIE
G13d	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	MEIE
G13e	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.	MEIE
G13f	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	MEIE
G13g	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	MEIE
G13h	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	MEIE
G13i	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);	MEIE
G13j	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	MEIE
G13k	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	MEIE
G13l	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;	MEIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2025-2026	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G13m	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;	MEIE
G13n	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;	MEIE
G13o	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	MEIE
G13p	Effectif autorisé Loi 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;	MEIE
G13q	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	MEIE
G13r	Postes vacants - gel de recrutement	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.	MEIE
G14a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	MEIE
G14b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	MEIE
G14c	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	MEIE
G15	Baux	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	MEIE
G16	Actifs immobiliers excédentaires	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	MEIE
G17	Aménagement	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	MEIE
G18	Membres du Cabinet	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	MEIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2025-2026	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G19	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	MEIE
G20	Personnel hors structure	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2025-2026.	MEIE
G21	Personnel en disponibilité	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2025-2026.	SCT
G22	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventillant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2025-2026.	SCT
G23	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	MEIE
G24	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.	MEIE
G25	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	MEIE
G26	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs («hits») par mois; g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.	MEIE
G27	Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	MEIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2025-2026	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G28	Adjointes parlementaires	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.	MEIE
G29	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	SCT
G30	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.	SCT
G31	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.	MEIE
G32	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	SCT
G33	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	MEIE
G34	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	MEIE
G35	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.	MEIE
G36	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	MEIE
G37	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	SCT
G38	Reconduction des programmes existants	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	SCT
G39	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	SCT
G40	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	MEIE
G41	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	SCT
G42	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.	MEIE
G43	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date ; b) la nature ; c) les questions posées ; d) les réponses ; e) la firme retenue ; f) les coûts.	MEIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2025-2026	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G44	Compensation Émissions de gaz à effet de serre	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	MEIE
G45	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	MEIE
G46	Plan d'action Personnes handicapées 2024-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027;	MEIE
G47	Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.	MEIE
G48	Rapport CSDEPJ	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	SCT
G49	Autre plan d'action ministériel ou interministériel	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	MEIE
G50	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	SCT
G51	Remboursement matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	MEIE
G52	Soutien employés - santé mentale	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	MEIE
G53	CT réunions	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.	MEIE
G54	Formations	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	MEIE
G55	Concours et tirages	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	MEIE
G56	Communications/ affaires publiques	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	MEIE
G57	Incidents de sécurité de l'information	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.	MEIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2025-2026	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G58	Liste des rencontres de planification stratégique	Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type «lac-à-l'épaule» tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)	MEIE
G59	Rémunération des stages	Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.	MEIE
G60	Consultation autochtone	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	MEIE
G61	Contrats conclus de gré à gré Proportion et nombre	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans	MEIE
G62	Dépenses PAE 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	SCT
G63	Dépenses implantation nouveau régime de dotation	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.	MEIE
G64	Amendes perçues 5 dernières années	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.	MEIE
G65	Contrats sous-traitance	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	MEIE
G66	Services tarifés	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	MEIE
G67	Actifs possédés meubles et immeubles	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.	MEIE
G68	Coûts de système	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	MEIE
G69	Sommes versées dommages exemplaires	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	MEIE
G70	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;	MEIE
G71	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article; c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	MEIE
G72	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	MEIE
G73	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	MEIE

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.

Étude des crédits 2025-2026
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017- 2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco- québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionnaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024- 2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veuillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2025-2026

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 01

- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, nom, titre
1	2024-04-20 2024-04-26	Hanovre (Allemagne)	Participer à la foire Hannover Messe 2024 avec comme objectif de représenter le MEIE au sein de la mission organisée par la CCMM (accompagner les entreprises participantes), de soutenir le partenariat amorcé en 2023 avec le BMWK, LNI4.0 et l'Intl Manufacturing-X Council, d'assurer une veille technologique en lien avec l'OTN ainsi que d'identifier de nouvelles pistes de collaborations stratégiques.	7 016	Alexis Leblanc (Conseiller)
2	2024-04-25 2024-04-27	Ottawa (Canada)	Participer à une formation dans le cadre du programme Cercle des jeunes leaders fédéral-provincial.	720	Daria Riabinina (Directrice)
3	2024-04-30 2024-05-01	Toronto (Canada)	Participer à la Conférence annuelle de l'industrie forestière de l'Ontario (OFIA). Rencontres bilatérales avec les représentants du gouvernement de l'Ontario, de l'industrie forestière de l'Ontario et de l'industrie forestière du Québec (CIFQ).	1 023	Patrick McSweeney (Directeur)
4	2024-05-13 2024-05-17	Philadelphie (États-Unis)	Participer à la Smart & Sustainable Mobility Week.	2 906	Michel Philibert (Directeur de cabinet)
5	2024-05-28 2024-05-30	Ottawa (Canada)	Représenter le ministère au Salon CANSEC 2024 en matière de défense, de sécurité et de technologies émergentes.	573	Guillaume Bégin (Conseiller)
6	2024-06-01 2024-06-06	San Diego (États-Unis)	Participer à la mission sectorielle du Québec à BIO 2024. Cette mission permettra de renforcer le rayonnement du secteur québécois des sciences de la vie, faciliter les occasions d'affaires auprès d'investisseurs et de partenaires de recherche, ainsi que susciter des projets d'implantation, de recherche et d'investissement au Québec. Le MEIE coordonne le volet ministériel.	13 594	Christopher Skeete (Ministre délégué) Julie Seide (Conseillère politique) Vanessa Marsan (Directrice) Gaëlle Bridon (Conseillère)
7	2024-06-03 2024-06-06	Ottawa (Canada)	Participer à la rencontre de la table FPT d'Affaires mondiales Canada sur la science, la technologie et l'innovation. Objectif: échange d'information entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux sur la science, la technologie et l'innovation pour définir des priorités et des activités internationales communes du Canada en matière de STI.	1 560	Antoine Rayroux (Conseiller) Véronique Baril (Conseillère)
8	2024-06-07 2024-06-12	Ottawa (Canada)	Participer à C-Trade. Rencontre bilatérale du comité fédéral-provincial-territorial pour le commerce. Relations commerciales, litiges, différends CA-USA. Négociation CA-Indonésie, ANASE, Équateur. Dossiers en cours CA-RU et CA-UE.	1 917	Frédéric Legendre (Directeur) Myriam Rochette (Conseillère) Thierry Uhel-Gagnon (Conseiller)
9	2024-06-11 2024-06-11	Toronto (Canada)	Participer à la 22 ^e réunion du Conseil canadien de partenariat automobile (CPCA).	1 465	Martin Aubé (Sous-ministre adjoint)
10	2024-06-16 2024-06-18	Yorktown (États-Unis)	Participer au IVADO - IBM Yorktown. Invitation à Explore Quantum Computing & Artificial Intelligence for sustainability.	740	Nicolas Doiron-Layraud (Conseiller)

Question 01

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, nom, titre
11	2024-06-17 2024-06-20	Toronto (Canada)	Participer à la Collision Conférence.	3 500	Christopher Skeete (Ministre délégué) Benjamin Fockenier (Attaché politique)
12	2024-07-02 2024-07-11	Calgary Edmonton (Canada)	Participer à la Conférence des ministres de l'Énergie et des Mines (CMEM) du 2 au 7 juillet 2024. Les ministres discutent de leurs priorités de collaboration dans le développement énergétique et minier au pays. Du 7 au 11 juillet 2024, visites d'organismes responsables de fermer/restaurer environ 750 puits inactifs par année.	15 807	Dominique Deschênes (Sous-ministre adjointe) Nicolas Juneau (Directeur général) Jacinte Légaré-Laganière (Ingénieure) Pascal Cormier (Conseiller politique)
13	2024-07-18 2024-07-26	Londres (Royaume-Uni)	Participer à une mission ministérielle au salon de Farnborough 2024. Cette mission permettra de mettre en œuvre les orientations du gouvernement du Québec concernant l'industrie aérospatiale, notamment celle concernant l'attraction de sociétés clés et l'appui aux projets stratégiques d'envergure. Ce sera une opportunité pour le gouvernement de promouvoir cette industrie sur une scène mondiale.	24 276	Christopher Skeete (Ministre délégué) Martin Aubé (Sous-ministre adjoint) Béatrice Lussier (Conseillère politique) Claudia Despins (Directrice) Guillaume Bégin (Conseiller)
14	2024-08-07 2024-08-09	Ottawa (Canada)	Participation au caucus canadien des parlementaires noirs.	297	Christopher Skeete (Ministre délégué) Benjamin Fockenier (Attaché politique)
15	2024-08-26 2024-08-26	North Bay (Canada)	Rencontre avec les citoyens du Témiscamingue.	5 936	Pierre Fitzgibbon (Ministre) Mathieu St-Amand (Conseiller politique) Benoît Guindon (Garde du corps)
16	2024-09-07 2024-09-13	Dunkerque (France)	Assises européennes de la transition énergétique 2024.	4 590	Mathieu Vendette (Conseiller politique)
17	2024-09-08 2024-09-12	Washington (États-Unis)	Participer au Quantum World Congres. Le déplacement vise à s'entretenir avec des partenaires internationaux dans le cadre d'un forum mondial ainsi qu'à faire la promotion du Québec, discuter de projets d'investissements auprès d'entreprises et de représentants gouvernementaux internationaux et ce, en collaboration avec la délégation à Washington, le MRIF et IQI.	3 863	Marco Blouin (Sous-ministre adjoint)
18	2024-09-09 2024-09-13	Washington (États-Unis)	Assister à l'audience du groupe spécial binational formé en vertu du chapitre 10 de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) pour entendre la contestation du volet droits compensateurs de la première révision administrative de l'enquête du United States Department of Commerce concernant les importations de bois d'œuvre du Canada.	5 608	Julie Prézeau (Économiste) Marc-Antoine Couet (Avocat)
19	2024-09-22 2024-09-29	Nairobi (Kenya)	Assister à la 41 ^e conférence internationale sur les parcs scientifiques et les zones d'innovation (ZI) dans le but de s'enquérir des facteurs de succès du développement des ZI, développer une connaissance fine des enjeux actuels des ZI dans le monde, récolter des informations pertinentes pour le suivi de leur performance, établir des contacts clés pour la poursuite de la stratégie des ZI.	3 897	Benjamin Lefebvre (Conseiller)

Question

01

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, nom, titre
20	2024-09-24 2024-09-25	Ottawa (Canada)	Participer à la conférence BIONATION. Cette conférence porte sur le secteur canadien des biotechnologies et des sciences de la vie. Elle rassemble les chercheurs, les entrepreneurs, les investisseurs, les décideurs et les professionnels du secteur. C'est l'occasion d'échanger avec les responsables gouvernementaux de la recherche et du développement au Canada.	501	Gaëlle Bridon (Conseillère)
21	2024-09-25 2024-09-27	Charlottetown (Canada)	Participer à la rencontre annuelle statutaire des ministres responsables du commerce interprovincial (comité du commerce intérieur).	6 457	Christopher Skeete (Ministre délégué) Benjamin Fockenier (Attaché politique) Jean-François Raymond (Directeur général) Benjamin Trudel (Conseiller) Marie-Andrée Marquis (Conseillère)
22	2024-10-14 2024-10-17	Toronto (Canada)	Participation à une conférence spécialisée en technologie médicale. Accompagnement de la mission pilotée par IQ vers la MedTech Conference. Réseautage auprès d'entreprises dans le domaine et visite du centre d'innovation MARS (similaire aux zones d'innovation). Se renseigner sur les tendances, les bonnes pratiques du domaine pour les appliquer ou s'en inspirer au Québec (vision stratégique).	3 637	Éric Irakoze (Conseiller)
23	2024-10-29 2024-10-31	Ottawa (Canada)	Participer à la rencontre C-Commerce.	1 977	Jean-François Raymond (Directeur général) Frédéric Legendre (Directeur) Thierry Uhel-Gagnon (Conseiller)
24	2024-11-02 2024-11-09	Dunkerque Lille Lyon Paris (France)	Participer à une mission en France dans le cadre de l'adhésion du MEIE à Palme Québec. Cette mission a pour objectif de mutualiser les expertises françaises et québécoises en matière d'aménagement durable des parcs d'activités économiques, d'acceptabilité sociale, de revalorisation de friches industrielles, d'implantation de systèmes de gestion environnementale, de carboneutralité. Les frais liés à la mission étaient inclus dans les frais d'adhésion à l'organisme.	147	Audrey Lizotte (Conseillère)
25	2024-11-04 2024-11-06	Ottawa (Canada)	Participer au Sommet de l'aérospatiale canadienne. L'objectif est de représenter le MEIE à la plus importante activité pancanadienne du secteur aérospatial en rencontrant les principaux acteurs et en assistant à des conférences sur les dernières tendances de ce secteur économique.	906	Alberto Lorduy Bravo (Conseiller) Guillaume Bégin (Conseiller)
26	2024-11-18 2024-11-20	Winnipeg (Canada)	Participer à la réunion annuelle fédérale-provinciale-territoriale des directeurs généraux sur l'IDÉ de 2024.	2 694	Jean-Sébastien Claveau (Directeur par intérim)
27	2024-11-18 2024-11-21	Washington (États-Unis)	Participer à des entrevues avec des cabinets d'avocats de Washington afin de déterminer quel cabinet conseillera et représentera le Québec dans de futurs litiges commerciaux impliquant le gouvernement américain.	5 040	Patrick McSweeney (Directeur) Pierre Bouchard (Secrétaire général)

Question

01

Suite

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, nom, titre
28	2024-11-27 2024-11-28	Ottawa (Canada)	Participer à la conférence annuelle 2024 du Groupe de travail fédéral-provincial-territorial (FPT) sur la Chine et tenir des rencontres bilatérales, notamment sur l'éventuelle renégociation de l'ACEUM et sur Temu/Shein.	329	Frédéric Legendre (Directeur)
29	2024-12-11 2024-12-12	St-John (Canada)	Annonce importante pour l'avenir énergétique du Québec.	122	Christine Fréchette (Ministre) Catherine Pelletier (Attachée de presse)
30	2025-01-02 2025-01-13	Las Vegas (États-Unis)	Participer au Consumer Electronics Show.	5 182	Christopher Skeete (Ministre délégué) Benjamin Fockenier (Attaché politique)
31	2025-01-17 2025-01-25	Davos (Suisse) Munich (Allemagne)	Participer au World Economic Forum à Davos.	22 052	Christine Fréchette (Ministre) Mathieu Vendette (Conseiller politique)
32	2025-01-30 2025-01-31	Toronto (Canada)	Rencontre comité commerce intérieur.	1 836	Christopher Skeete (Ministre délégué) Benjamin Fockenier (Attaché politique)
				150 168	

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18) : <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>.

Question 02	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :
	a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.

Réponse :

Ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (cabinet de Pierre Fitzgibbon)

Date du voyage	Itinéraire	But du déplacement	Coût (\$)
2024-05-16 au 2024-05-17	Longueuil - Québec - Chibougamau - Amos - Val-d'Or - Longueuil	Ouverture de MSALABS, allocution au Sommet de la Batterie du futur et hydrogène vert et tournée forestière.	8 230
2024-05-26 au 2024-05-27	Longueuil - Rimouski - Bonaventure - Longueuil	Tournée régionale et allocution dans le cadre du déjeuner Gala Reconnaissance 2024 de la Chambre de commerce et de l'industrie Rimouski-Neigette, dîner à la Chambre de commerce de la Baie des chaleurs et visites d'entreprises.	10 169
2024-06-27 au 2024-06-28	Longueuil - Saint-Georges - Rivière-du-Loup - Alma - Longueuil	Conférence de presse Matériaux avancés Mirae, inauguration des Halles d'innovation et de formation avancée, conférence de presse entreprise Umano Médica et annonce Rio Tinto.	7 833
2024-08-26	Longueuil - North Bay - Longueuil	Participation à une rencontre avec les citoyens de Témiscamingue.	5 936
Total			32 168

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 17**).
<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/frais-de-deplacement/>

Question 03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025 , et les prévisions pour 2025-2026;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
- g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
- h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/publicite-et-promotion/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Question 04	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement. Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement. Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
-------------	--

Réponse :

Type d'événement	But visé par l'annonce (entreprise ou organisme concernés)	Type de dépense	Nom du fournisseur	Montant (\$)
Conférence de presse	Inno-Centre	Sonorisation	LSM ambiocréateurs	939
Conférence de presse	Défis Innovations Québec/Grands défis de société	Sonorisation	Duoson	915
		Location salle	Université Sherbrooke	935
Conférence de presse	Cintech	Sonorisation	Duoson	1 065
Conférence de presse	Les couleurs de la Terre	Location matériel	Beaudoin Relations Publiques	989
Conférence de presse	Matériaux Avancés Mirae	Sonorisation	ASD Corpo	1 510
Conférence de presse	Manac	Sonorisation	Gagné Sonorisation	1 250
Conférence de presse	Umano médical	Sonorisation	Les arts de la scène	810
Conférence de presse	Airbus	Sonorisation	MESS	14 599
		Impression	LAKLÉ	277
Conférence de presse	Centre d'excellence sur les drones	Sonorisation	LSM ambiocréateurs	240
Conférence de presse	INRS-Centre Armand-Frappier Santé Biotechnologie	Sonorisation	Duoson	1 015
Conférence de presse	Centre de développement du porc du Québec	Sonorisation	Sonorisation François Bédard	525
Conférence de presse	Composantes Lab-Co	Sonorisation	Musique Beaudoin	800
Conférence de presse	DK-Spec	Sonorisation	MESS	924
Conférence de presse	Mine Bell	Location salle	Hôtel du Domaine	175
Conférence de presse	Domtar	Sonorisation	Audiovisuel Collins	1 544

Question 04	Suite
-------------	-------

Réponse :

Type d'événement	But visé par l'annonce (entreprise ou organisme concernés)	Type de dépense	Nom du fournisseur	Montant (\$)
Conférence de presse	Centre d'expertise et d'innovation COREM	Sonorisation	MESS	850
Conférence de presse	Nano One	Impression	Graphica Impression	57
		Sonorisation	Duoson	860
Conférence de presse	Québec Tech	Sonorisation	Duoson	482
		Location salle	La Piscine	1 290
Conférence de presse	Bilan des premières rencontres Québec-États-Unis	Sonorisation	MESS	792
Conférence de presse	Cégep de Sept-Îles	Sonorisation	Disco Flash	904
Conférence de presse	Mont Sainte-Anne	Location salle	Delta Mont-Sainte-Anne	1 700
Conférence de presse	Elysis	Impression	Graphica Impression	79
Nombre de conférences de presse : 22			Montant total : 35 526 \$	

Question 05

La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;

b) le but recherché par chaque dépense;

c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;

e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;

f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;

h) le but visé par chaque dépense;

i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Organisée par le Ministère :

Aucune somme n'a été dépensée en 2024-2025 en matière de formation de communication organisée par le Ministère.

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

Question 06

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

La liste est jointe en annexe. L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>.

De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une vérification par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

Par ailleurs, certaines informations ne peuvent être divulguées en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

Tous les contrats énumérés ci-après ont été octroyés de gré à gré.

2100 - Bureau du sous-ministre adjoint aux politiques économiques et aux affaires extérieures			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
1	Alpha traduction et interprétation inc.	Assurer des services de traduction simultanée dans le cadre du Sommet scientifique RLS-Sciences 2024.	3 372 \$
2	Habilis 21 inc.	Établir et identifier des critères de sélection précis afin de pouvoir évaluer les dossiers de candidatures et de déterminer celles étant qualifiées d'exceptionnelles, et ce, dans le cadre du Programme de sélection des travailleurs qualifiés – Volet 4.	24 840 \$
Total			28 212 \$
2200 - Bureau du sous-ministre adjoint aux industries stratégiques et projets économiques majeurs			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
3	Promotions immobilières Grenstal inc.	Évaluer la valeur marchande d'un terrain industriel à Blainville.	14 500 \$
Total			14 500 \$
2420 - Bureau du sous-ministre adjoint à l'entrepreneuriat, compétitivité des entreprises et des régions			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
4	Altitude C inc.	Assurer des services de traduction simultanée dans le cadre de l'annonce de la ZI aérospatiale qui a eu lieu durant la conférence Aéro Montréal.	9 868 \$
Total			9 868 \$
3120 - Bureau du sous-ministre adjoint à la science et à l'innovation			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
5	Atelier ExpressArt inc.	Effectuer la calligraphie des parchemins offerts lors des Prix du Québec 2024.	1 042 \$
Total			1 042 \$
6100 - Bureau du sous-ministre adjoint à l'énergie			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
6	Alpha traduction et interprétation inc.	Assurer des services de traduction simultanée dans le cadre du retour sur la consultation publique autochtone.	3 200 \$
7	Amérique Interprétation inc.	Assurer des services de traduction simultanée dans le cadre de la rencontre virtuelle d'information à l'endroit de prestataires de services intéressés par un appel d'intérêt visant les « Travaux de fermeture des puits d'hydrocarbures inactifs problématiques ».	1 750 \$
8	Audette, Sylvain (professeur)	Fournir des conseils stratégiques au ministère concernant le concept de plan de gestion intégrée des ressources énergétiques pour le Québec et préparer un appel d'offre publics en lien avec ce projet.	3 500 \$
9	Consultants Mario Cossette inc., Les	Produire une recommandation pour l'exécution de travaux d'excavation et de supervision des puits B064 et B171.	2 700 \$
Total			11 150 \$
Total ministériel			64 772 \$

Question 07

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>.

Question 08

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

La liste de tous les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie en 2024-2025 est présentée en annexe de la question 06 des Renseignements généraux.

Question 09

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

Réponse :

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Les sous-questions c), h), j), k) et l) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

m) Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI pour l'année financière 2024-2025.

Question 10	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année : b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.
------------------------	---

Réponse :

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Coûts totaux réels pour l'hébergement de données : 171 659,58 \$
- c) Aucun
- d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf
- e) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:
	a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Réponse :

- a) la photocopie	6 \$
- b) et c) le mobilier de bureau / ameublement	2 826 \$
- d) décoration et l'embellissement	434 \$
- e) le distributeur d'eau de source	0 \$
- f) le remboursement des frais de transport	203 097 \$
- g) et h) le remboursement des frais d'hébergement et repas	325 621 \$
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement ¹ :	
a) au Québec	23 689 \$
b) à l'extérieur du Québec	0 \$

Total : 555 673 \$

¹ Dépenses et frais directs seulement (1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Question 12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents; f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.
------------------------	--

Réponse :

Pour les cabinets ministériels et la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre et des sous-ministres adjoints) :

b) Coût des frais d'itinérance :	18 329 \$
c) Coût d'utilisation des appareils (incluant les dépassements de données) :	2 511 \$
d) Coûts de résiliation :	112 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Pour les sous-questions a), f), g), h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).
<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/telecommunication-mobile>

Les sous-questions e), i), j) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail. f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) le nombre d'employés permanents et temporaires; n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région; r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.
--	--

Question 13

Réponse :

Les réponses aux sous-questions a), b), c), d), e), f), g), i), j), k), l), m), n), p) seront transmises par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- h) **Nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- o) **Nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi**

Le Ministère n'a pas aboli de poste durant l'exercice financier 2024-2025.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

Question 13

Suite

Réponse :

q) Nombre de postes vacants

En date du 31 janvier 2025, le Ministère compte 12 postes vacants faisant l'objet d'un processus de dotation.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

r) Postes vacants - gel de recrutement

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

Question 14

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :

a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

a) Nombre de départs à la retraite

- La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)** pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

- Le Plan de gestion des ressources humaines n'étant plus en vigueur, cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits. Toutefois, chaque départ à la retraite fait l'objet d'une analyse afin de s'assurer du besoin réel de remplacement en fonction de l'organisation du travail de l'unité demanderesse ainsi que des priorités ministérielles en matière de dotation des emplois, et ce, dans le respect de la cible des heures rémunérées et de la masse salariale.

c) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

- 2 retraités ont été engagés au cours de l'année 2024-2025, et ce, selon les règles en vigueur dictées par le SCT.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 15

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

Région	Emplacement de la location	Superficie louée (m²)		Coût total (voir notes 1 et 2) \$ / an	Durée du bail (note 3)		Responsable de l'espace loué (voir note 4)	Coûts d'aménagement
		Bureau	Entrepôt		Début	Fin		
03	888, rue Saint-Jean, Québec	305,45	0,00	93 441 \$	2024-12-01	2029-11-30	SQI	0 \$
03	710, place D'Youville, Québec	10 683,61	482,06	3 875 480 \$	2011-01-01	2026-12-31	SQI	108 584 \$
03	200, chemin Ste-Foy, Québec	0	441,55	68 003 \$	2005-05-01	2030-04-30	SQI	0 \$
03	5700, 4 ^e avenue Ouest, Québec	1 506,85	0,00	395 720 \$	s.o.	s.o.	SQI	4 717 \$
03	935-945, rue Fernand-Dufour, Québec	0	419,71	79 868 \$	s.o.	s.o.	SQI	0 \$
03	1665, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec	0	77,60	6 431 \$	s.o.	s.o.	SQI	0 \$
06	380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	6 934,27	94,95	3 338 190 \$	1992-04-08	2027-12-31	SQI	4 002 \$
11	173, avenue de Port-Royal, Bonaventure	63,45	0,00	21 936 \$	2019-11-27	2034-11-26	SQI / MTESS	0 \$
TOTAL		21 009,5 m²		7 879 069\$				117 303 \$

Note 1 : Le coût total du loyer inclut des frais de gestion de la Société québécoise des infrastructures (SQI) et d'exploitation (électricité, chauffage et entretien ménager).

Note 2 : Les ententes d'occupation pour les sites hébergeant des ressources ministérielles en région sont sous la responsabilité d'Investissement Québec depuis le 1^{er} avril 2020. Concernant certains espaces utilisés par le secteur de l'Énergie, des démarches pour le mesurage et le partage, entre le MEIE, le MRNF et le MELCCFP, de ces espaces sont toujours en cours. De nouvelles ententes d'occupation pour les espaces occupés par le MEIE dans ces sites sont en cours de préparation.

Note 3 : Il n'y a pas de dates de début et de fin de bail dans les cas où la SQI est propriétaire des locaux.

Note 4 : La SQI signe tous les baux lorsque les espaces locatifs appartiennent à un autre propriétaire qu'elle-même.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*. L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la*

Question 15

Suite

Réponse :

diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4, paragraphe 27), <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/frais-de-bail-de-location-ou-dentente-de-location/>

Les sous-questions h), i), j) et k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2025-2026
Question 16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Réponse :

Le Ministère n'a détenu aucun actif immobilier excédentaire en 2024-2025.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 17

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

a) les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Frais de déménagement, d'aménagement, de rénovation et des autres travaux pour la haute direction du MEIE

Nom des firmes ayant effectué les travaux	Coût (\$)
S.O.	0

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Question 18

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) la masse salariale totale par cabinet;
e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
f) la prime de départ versée, le cas échéant;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Cabinet de la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
(Mme Christine Fréchette)

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Cormier	Pascal	Directeur adjoint de cabinet	Montréal
Descary	Miguel	Stagiaire	Montréal
Drouin	Germain	Attaché politique	Bécancour
Dufour	Jérôme	Attaché politique	Saint-Constant
Gamache	Samuel	Attaché politique	Montréal
Grenier	Arielle	Conseillère politique	Saint-Constant
Guilbaud-Fortin	Luc	Conseiller politique	Québec
Labranche	Michaël	Conseiller politique	Québec
Lévesque	Carolane	Conseillère politique	Québec
Lussier	Béatrice	Conseillère politique	Montréal
Pelletier	Carole-Anne	Conseillère politique	Montréal
Pelletier	Danièle	Attachée politique	Québec
Perreault	Alex	Directeur de cabinet	Québec
Pinel	Mélanie	Attachée politique	Saint-Constant
Roy	Maxime	Directeur adjoint de cabinet	Québec
Soutyguina Pelletier	Catherine	Conseillère politique	Montréal
Tremblay Cloutier	Rosalie	Attachée politique	Montréal
Vendette	Mathieu	Conseiller politique	Montréal

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période	Masse salariale autorisée
5 septembre 2024 au 31 mars 2025	Non disponible

Aucun C.T. n'a été produit pour confirmer la masse salariale du cabinet de Mme Fréchette à la suite de sa nomination le 5 septembre 2024.

Question 18

Suite

Réponse :

Cabinet du ministre délégué à l'Économie
(M. Christopher Skeete)

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Balan	Bianca Anamaria	Attachée politique	Québec
Beausoleil	Pascal	Conseiller politique	Québec
Béland-Laflamme	Julien	Attaché politique	Laval
Bernard-Abel	Léonie	Attachée politique	Québec
Bilodeau	François	Conseiller politique	Montréal
Boyer	Jani	Attachée politique	Laval
Fockenier	Benjamin	Attaché politique	Laval
Fortin	Léa	Attachée politique	Montréal
Lavictoire	Florence	Attachée politique	Laval
Lévesque	Carolane	Conseillère politique	Montréal
Philibert	Michel	Directeur de cabinet	Montréal
Talbot	Dominique	Conseiller politique	Laval
Turbide	Andréa	Attachée politique	Québec

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période	Masse salariale autorisée
1 ^{er} avril 2024 au 31 mars 2025	875 000 \$

Le C.T. 230468 du 26 mars 2024 établit la masse salariale annuelle du cabinet du ministre délégué à l'Économie à 875 000 \$.

Question 18	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Cabinet de la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
(M. Pierre Fitzgibbon)

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Boutin	Valérie	Conseillère politique	Terrebonne
Cormier	Pascal	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Drouin	Germain	Attaché politique	Bécancour
Gamache	Samuel	Attaché politique	Montréal
Labranche	Michaël	Conseiller politique	Québec
Lamy	Isabelle	Attachée politique	Terrebonne
Lévesque	Carolane	Attachée politique	Montréal
Lussier	Béatrice	Conseillère politique	Montréal
Ramacieri	Alexandre	Directeur de cabinet	Montréal
Renaud St-Amand	Mathieu	Conseiller politique	Montréal
Séide	Julie	Conseillère politique	Montréal
Simard	Yannick	Attaché politique	Terrebonne
Tremblay Cloutier	Rosalie	Attachée politique	Montréal
Turbide	Andréa	Attachée politique	Québec
Vendette	Mathieu	Conseiller politique	Montréal

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période	Masse salariale autorisée
1 ^{er} avril 2024 au 4 septembre 2024	1 543 000 \$

Le C.T. 230468 du 26 mars 2024 établit la masse salariale annuelle du cabinet du ministre à l'Économie, à l'Innovation et à l'Énergie à 1 543 000 \$.

Question 19

Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
b) la circonscription électorale;
c) le montant attribué;
d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art.4 paragraphe 26).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/depenses-salaires#c232536>

Renseignements généraux	Étude des crédits 2025-2026
Question 20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2025-2026.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 23 des Renseignements généraux.

Question 21

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;
b) le salaire;
c) le poste actuel, s'il y a lieu;
d) la date de la mise en disponibilité;
e) les prévisions pour 2025-2026.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux		Étude des crédits 2025-2026
Question 22		Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
		a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2025-2026.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 23

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Une seule personne est rémunérée par le ministère et est affectée à un autre ministère ou organisme :

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Poste occupé : Administratrice d'État II au Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité du ministère du Conseil exécutif (MCE)
- c) Salaire : 209 379 \$
- d) Assignation initiale : Sous-ministre associée au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
- e) Assignation actuelle : Administratrice d'État II responsable de la Direction de la recherche et des partenariats publics au ministère du Conseil exécutif (MCE)
- f) Date de l'assignation hors structure : 19 novembre 2024
- g) Date de fin de l'assignation : 18 novembre 2025

Question 24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :
	a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.
Ventiler le montant total par catégorie.	

Réponse :

Liste des abonnements du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Nom du fournisseur	Titre (description)	Coût (\$)
Actualité, L'	L'Actualité	49
Affaires, Les	Journal Les Affaires	95
Bloomberg News	Bloomberg	828
Business of Fashion, The	Business of Fashion	467
Conference Board of Canada, The	The Conference Board of Canada	4 935
Devoir Inc., Le	Le Devoir	313
Economist Newspaper, The	Economist Digital	575
Edge Magazine	Edge Magazine	44
Entreprises Presse canadienne inc.	Divers	4 540
Financial Times Limited, The	Base de données - fDi Markets	18 350
Financial Times Limited, The	Insentives Flow	5 250
Financial Times Limited, The	The Financial Times	1 066
Forbes	Forbes	70
Fortune	Fortune	309
Globe and Mail, The	Globe and Mail	264
Hydrogen Insight	Hydrogen Insight	569
IBISWorld, Inc.	Base de données IBIS World	7 677
IHS Markit Canada ULC	Global Trade Analytics - Enterprise	49 998
New York Times, The	New York Times	242
Politico LLC	Politico Pro Plus	12 876
Project Syndicate	Project Syndicate	137
Science Business Publishing Ltd.	Science Business	290
Société Centris inc.	Séries chronologiques - Centris	500
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Divers	2 170
Statistiques Canada	Divers	1 235
Terre de Chez Nous, La	La Terre de Chez Nous	224
The Wall Street Journal	The Wall Street Journal	12
Wired	Wired	82
Total		113 167

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Question 25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
-------------	--

Réponse :

Au 31 janvier 2025, le Ministère n'a déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges, l'achat de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, ou pour être membre d'un club privé.

Pour les billets d'événements et de conférences organisés par les chambres de commerce :

Nom du fournisseur	Nom de l'événement	Coût (\$)
Chambre de commerce et d'industrie Baie-des-Chaleurs	Déjeuner-causerie « Les PME, au cœur de nos priorités » avec Christopher Skeete ».	72
Chambre de commerce et d'industrie Baie-des-Chaleurs	Diner-causerie « Le développement économique et énergétique du Québec » avec Pierre Fitzgibbon.	210
Chambre de commerce et d'industrie de Manicouagan	Souper économique du maire de Baie-Comeau.	95
Total		377

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
g) nombre de visiteurs uniques mensuellement;
h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
i) la fréquence moyenne de mise à jour;
j) le responsable du contenu sur le site.

Réponse :

a) Nom du site Web ministériel

www.economie.gouv.qc.ca

b) Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Le site a été conçu et réalisé à l'interne.

c) Coûts de construction du site

Coûts globaux annuels de construction et d'entretien
(incluant les coûts d'entretien précisés à la rubrique suivante)

2024-2025	1 006 \$
-----------	----------

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'entretien et la mise à jour sont entièrement assumés par l'équipe des communications numériques de la Direction des communications. Certaines tâches spécialisées sont toutefois confiées à l'externe; ces coûts, inclus dans le tableau *Coûts globaux annuels de construction et d'entretien* présenté plus haut, se répartissent comme suit :

2024-2025		
Entretien (tâches spécialisées)	Agence Lex Services de soutien professionnel et technique	1 006 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte

Nuls.

f) Nombre de visiteurs (« hits ») par mois

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Nombre de visiteurs uniques mensuellement

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines

Nuls. Depuis le 1^{er} avril 2022, ce service (émission de certificats Web) n'est plus facturé au MEIE, puisqu'il fait désormais l'objet d'un financement centralisé au SCT, selon une entente globale de services entre le MCN et le MEIE.

i) Fréquence moyenne de mise à jour

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

j) Responsable du contenu sur le site

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 27

Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/depenses-salaires>

Question 28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :
	a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.

Réponse :

Nom	Titre	Coût total 2024-2025 (\$)
M. Pierre Dufour	Adjoint parlementaire de la ministre Christine Fréchette, volet développement économique régional	515
M. Donald Martel	Adjoint parlementaire de la ministre Christine Fréchette, volet Zones d'innovation	2 776
Total		3 291

Les sous-questions a), c), d), e), f) et g) semblent non pertinentes à l'étude des crédits.

Question 29

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 30

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 31	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.
-------------	--

Réponse :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée dans le **rapport annuel de gestion 2024-2025** du Ministère.

Renseignements généraux		Étude des crédits 2025-2026
Question	32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **33**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Sommes reçues du gouvernement fédéral
(en date du 31 janvier 2025)

Description	Montant (\$)
Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure Investir dans le Canada	37 457 637
Total	37 457 637

Question 34

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Réponse :

Les bonis sont abolis au sein de la fonction publique depuis quelques années, et ce, pour toutes les catégories d'emplois.

Question 35

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

En 2024-2025, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la *Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre*.

Question 36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Pour l'exercice financier 2024-2025, aucune prime de départ (allocation de transition) n'a été accordée.

Question 37

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 39

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) La dépense totale (opération et capital) s'élève à 9 145,8 k\$.
- b) Les informations sont disponibles au Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec.
(<http://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>)
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:
<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>.
- e) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:
<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>.

Question 41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 42	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
------------------------	---

Réponse :

Dépense totale pour le paiement des cotisations en 2024-2025 : 162 770 \$

Association de l'industrie électrique du Québec (AIEQ)
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée (AAPI)
Association des professionnels en développement économique du Québec (APDEQ)
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain
CIRIEC - Canada
École nationale d'administration publique (ENAP)
Forum économique mondial
ISC2 - International Information System Security Certification Consortium
Observatoire des sciences et des technologies - UQAM
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail
Réseau Action TI
Société canadienne d'évaluation
Société québécoise d'évaluation de programme

Question 43

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

Réponse :

Le ministère a octroyé 1 contrat en 2024-2025 pour la réalisation de sondages/enquêtes :

Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Mode d'octroi	Montant (\$)
BIP Recherche inc.	Réaliser des sondages auprès d'entreprises québécoises dans le cadre des évaluations de programmes à réaliser en 2024 par le MEIE.	Contrat par appel d'offres sur invitation	89 000
Total			89 000

Les sous-questions a), b), c) et d) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Question 44	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
-------------	--

Réponse :

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Au 31 janvier 2025, aucune direction du ministère n'a engagé de dépense pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de ses activités.

Fonds de recherche du Québec (FRQ)

Les FRQ compensent les émissions de gaz à effet de serre de tous les déplacements en avion, train, autocar et véhicule automobile par l'achat de crédits carbone :

	2024-2025
Compensation carbone de tous les déplacements	8 800 \$

Cette compensation est attribuée à la Bourse du carbone Scol'ERE. Cette bourse permet d'offrir des ateliers de formation pour des jeunes du primaire (4^e à 6^e année), afin de les sensibiliser aux enjeux des changements climatiques.

Question 45

- Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :
- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025;
 - b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination;
 - c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

Réponse :

L'information relative au Plan gouvernemental de régionalisation est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

Question 46	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.
-------------	---

Réponse :

Pour l'année 2024-2025, aucune somme n'a été investie pour le plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/publications>.

Question 47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.
-------------	--

Réponse :

Plan d'action de développement durable 2023-2028

Actions	Indicateurs	2024-2025 Sommes investies au 31 janvier 2025	État d'avancement
1 : Favoriser la transition des entreprises vers des modèles d'affaires durables	1. Valeur des projets financés favorisant une réduction de l'empreinte environnementale	Le Ministère a accordé 5,9 M\$ par le biais d'ESSOR volet 3 pour des projets totalisant 18,4 M\$.	En continu
2 : Accélérer le développement de l'économie circulaire	2. Nombre cumulatif de nouvelles initiatives soutenues visant le développement de l'économie circulaire	Aucune nouvelle initiative en économie circulaire n'a été faite dans la période visée.	En continu
3 : Accroître la capacité d'innovation des entreprises par la recherche	3. Nombre cumulatif de nouveaux projets de recherche collaborative dans le secteur du développement durable soutenus par les regroupements sectoriels de recherche industrielle	Le Ministère a accordé 2,6 M\$ par le biais du PSO pour des projets totalisant 5,9 M\$.	En continu
4 : Soutenir l'entrepreneuriat collectif	4. Ratio de l'apport des partenaires dans des projets d'entrepreneuriat collectif sur l'aide financière accordée	Budget prévu : à même les mesures du PAGES. Le Ministère a accordé 6,2 M\$ par le biais du PIEC pour des projets totalisant 50,9 M\$.	En continu
5 : Appuyer la diversité entrepreneuriale	5. Pourcentage des entrepreneurs et entrepreneures accompagnés provenant de groupes sous-représentés	Budget prévu : à même les mesures du PQE Sommes investies : n. d.	En continu
6 : Encourager la vitalité des territoires et de leurs entreprises	6. Pourcentage de l'investissement dans des MRC non urbaines	Le Ministère a accordé 1,1 G\$ par le biais de tous ses programmes normés et du FDE dans les MRC non urbaines, pour des projets totalisant 4,1 G\$.	En continu
7 : Investir dans les solutions énergétiques durables	7. Valeur cumulative des investissements dans la filière des énergies renouvelables	Le Ministère a accordé 7,4 M\$ pour des projets totalisant 37,4 M\$.	En continu
	8. Valeur cumulative des nouveaux projets de production d'électricité de source renouvelable retenus et annoncés	Budget prévu : à même les budgets d'Hydro-Québec	En continu
8 : Aider à la réduction de l'intensité énergétique des transports	9. Ratio de l'apport des partenaires dans des projets mobilisateurs visant l'électrification des transports sur l'aide financière accordée	Budget prévu : à même les budgets pour les projets mobilisateurs visant l'électrification des transports Sommes investies : n. d.	En continu
9 : Intégrer le développement durable dans les actions structurantes du Ministère	10. Pourcentage des interventions structurantes ayant fait l'objet d'une évaluation de la durabilité	Budget prévu : s. o. Sommes investies : n. d. (fait à même les tâches de l'officière de développement durable)	En continu

Question 47	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Actions	Indicateurs	2024-2025 Sommes investies au 31 janvier 2025	État d'avancement
10 : Contribuer aux investissements responsables du gouvernement	11. Pourcentage des investissements découlant des programmes normés qui répondent à des critères écoresponsables	Budget prévu : s. o. Sommes investies : n. d. (fait à même les tâches de l'officière de développement durable)	En continu
	12. Pourcentage des programmes de soutien financiers normés qui incluent des critères écoresponsables	Budget prévu : s. o. Sommes investies : n. d. (fait à même les tâches de l'officière de développement durable)	En continu
11 : Consommer mieux à l'échelle institutionnelle	13. Pourcentage des acquisitions intégrant des composantes responsables	Budget prévu : s. o. Sommes investies : n. d. (fait à même les tâches du personnel du Ministère)	En continu
	14. Attestation IOR+ de RECYC-QUÉBEC obtenue	Budget prévu : s. o. Sommes investies : n. d. (fait à même les tâches du personnel du Ministère)	En continu
12 : Augmenter la performance environnementale des systèmes numériques	15. Indice de maturité numérique	Budget prévu : s. o. Sommes investies : n. d. (fait à même les tâches du personnel du Ministère)	En continu
13 : Inciter les employés à choisir des modes de déplacement alternatifs pour se rendre au travail	16. Pourcentage des employés sensibilisés lors d'initiatives favorisant l'augmentation de l'utilisation du transport actif, du transport collectif et des solutions de rechange à l'auto solo dans les pôles de déplacement de Québec et de Montréal	Budget prévu : s. o. Sommes investies : n. d. (fait à même les tâches de l'officière de développement durable)	En continu

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/publications>.

Question 48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question 49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
-------------	---

Réponse :

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'aux Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

Question 50

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme :

a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025;
d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Réponse :

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Question 51

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse :

En date du 31 janvier 2025, un montant de 8 074 \$ a été remboursé aux employés pour la compensation de l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Cette compensation équivaut à un maximum de 400 \$ par employé et cette somme ne peut être versée qu'une seule fois pendant la carrière de celui-ci.

Question 52

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

a) les sommes dépensées;
b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse :

- a) Aucune somme n'a été dépensée par le Ministère en matière de santé mentale. Depuis le 1^{er} septembre 2020, le Programme d'aide aux employés (PAE) est offert gratuitement aux ministères et organismes et relève du Secrétariat du Conseil du trésor. **Le PAE offre de nombreux services dont ceux en matière de santé mentale.**
- b) Aucune somme n'a été dépensée par le Ministère en ressources externes en matière de santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

Q _{uestion} 53	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
-------------------------	---

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 21). <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/depenses-salaires>

Renseignements généraux	Étude des crédits 2025-2026
Question 54	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23) sur le site du Ministère : <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/participation-a-des-formations-colloques-et-congres/>.

Les informations relatives aux contrats de formation sont disponibles sur le site Internet du Ministère : <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/contrats-de-formation/>.

Question 55	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
------------------------	---

Réponse :

- a) 1 – Prix Performance Québec
2 – Prix du Québec scientifiques
3 – Chapeau les filles ! / Excella Science

1 – Prix Performance Québec

- b) Huit certificats ont été remis.
Aucune valeur monétaire.
- c) Instaurés en 1998, les Prix Performance Québec représentent la plus haute distinction remise annuellement par le gouvernement du Québec aux entreprises privées et aux organismes publics qui se démarquent par la qualité de leur gestion et par leur performance globale. Le Mouvement québécois de la qualité est mandaté par le Ministère pour assurer la gestion de ce concours. En 2024, la remise des prix a été effectuée au Palais des congrès de Montréal, le 7 novembre 2024.
- d) S. O.

2 – Prix du Québec scientifiques

- b) Les prix scientifiques remis aux personnes lauréates, ainsi que la valeur des prix sont les suivants :

Nom du prix	Discipline	Contenu des Prix
Léon-Gérin	Sciences humaines et sociales	Pour ces 7 prix, les personnes lauréates reçoivent chacune : • Une bourse de 30 000 \$ non imposable ; • Une médaille en argent choisie par concours public et réalisée par un artiste professionnel québécois, gravée à leur nom ; • Un parchemin calligraphié, signé par le premier ministre et le ministre responsable des prix ; • Une épinglette en argent plaqué or.
Marie-Victorin	Sciences naturelles et génie	
Wilder-Penfield	Recherche biomédicale	
Armand-Frappier	Développement d'une institution de recherche ou administration et promotion de la recherche	
Lionel-Boulet	Recherche et développement en milieu industriel	
Marie-Andrée-Bertrand	Innovation sociale	
Lise-Watier	Innovation scientifique, entrepreneuriale, économique, sociale ou commerciale	
Hubert-Reeves	Relève scientifique (toutes les disciplines)	Pour la personne lauréate : • Une bourse de 10 000 \$ non imposable ; • Une médaille en argent choisie par concours public et réalisée par un artiste professionnel québécois, gravée à son nom ; • Un parchemin calligraphié, signé par le premier ministre et le ministre responsable du prix ; • Une épinglette en argent plaqué or. Pour les deux personnes finalistes : • Une somme de 3 000 \$ non imposable ; • Un certificat de reconnaissance signé par le premier ministre et le ministre responsable.

Question 55	Suite
-------------	-------

Réponse :

c) En 1977, les Concours littéraires et scientifiques sont modifiés pour devenir les Prix du Québec scientifiques. Ces prix sont la plus haute distinction du gouvernement du Québec dans les domaines culturel et scientifique. Ils récompensent chaque année les carrières exceptionnelles de dix-huit personnalités, dont huit du domaine scientifique, incluant le prix Hubert Reeves (Relève scientifique), créé en 2017, qui est décerné à une personne de 40 ans ou moins se distinguant par l'excellence de ses travaux. Le 22 novembre 2023, une modification de l'arrêté ministériel en vigueur par son apparition à la gazette est venue bonifier les prix scientifiques par l'ajout d'un huitième Prix du Québec, le Prix innovation. L'année 2024 a été marquée par l'annonce par le ministre de la dénomination du Prix innovation pour Prix Lise-Watier et par sa remise pour la première fois à une personne dont le parcours a mené au développement et à la mise en œuvre d'innovations scientifiques, entrepreneuriales, économiques, sociales ou commerciales.

L'organisation des Prix du Québec est assurée de façon conjointe par le ministère de la Culture et des Communications (MCC) pour les prix culturels et par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) pour les prix scientifiques.

En 2024, la cérémonie de remise des Prix du Québec a eu lieu, au Musée national des beaux-arts du Québec, à Québec, le 29 octobre 2024. Le nom des personnes lauréates avait été annoncé par la diffusion d'un communiqué de presse le 15 octobre 2024.

Selon l'article 15 de l'arrêté ministériel, le jury du Prix Lionel-Boulet n'a pas été convoqué puisqu'une seule candidature a été soumise. Un minimum de deux candidatures est requis.

d) S. O.

3 – Concours Chapeau les filles ! / Excelle Science

b) Ce concours est sous la responsabilité du ministère de l'Éducation. Plusieurs organismes et ministères y participent, dont le MEIE qui est un partenaire majeur de cet évènement, et ce, autant par ses contributions en prix que par son soutien à l'évaluation des candidatures et à l'organisation des jurys. Ainsi, dans le cadre de ce concours, 12 prix sont remis par le MEIE :

Chapeau les filles ! (étudiantes en formation professionnelle ou technique)

Prix Sciences et technologies	• 2 prix de 2 500 \$
Prix Compétence réseau	• 1 prix de 2 500 \$

Excelle Science (étudiantes au baccalauréat)

Prix Compétence réseau	• 1 prix de 2 500 \$
Prix Relève	• 1 prix de 3 000 \$
Prix Excelle Science	• 2 prix de 5 000 \$ • 5 prix de 2 500 \$

c) L'objectif de ce concours est de promouvoir la diversification des choix de carrière des femmes et d'améliorer leur autonomie économique. Plus précisément, il vise à :

- Valoriser les femmes qui choisissent d'étudier dans une formation menant à l'exercice d'un métier traditionnellement masculin ;
- Récompenser les efforts et la persévérance scolaire des étudiantes dans un groupe à prédominance masculine ;
- Démystifier les métiers traditionnellement masculins en faisant rayonner des modèles féminins qui ont choisi ces types de métiers.

En 2024, la remise des prix a été effectuée au Théâtre Capitol de Québec, le 17 juin 2024.

d) S. O.

Question 55	Suite
-------------	-------

Réponse :

Pour les Fonds de recherche du Québec

La Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche, L.Q. 2024, c.16, entrée en vigueur le 1^{er} juin 2024, crée le Fonds de recherche du Québec (FRQ), qui réunit les trois Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, Santé, Société et culture.

La première année financière du FRQ, 2024-2025, a une durée exceptionnelle de 10 mois, puisque l'année financière 2023-2024 de chacun des Fonds se terminait le 31 mai 2024, conformément à l'article 35 de la Loi. Toutefois, pour des fins de comparaison annuelle, les données de la présente Étude des crédits sont présentées sur une période de 12 mois, du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025 (données provisoires en date du 31 janvier 2025).

- a) 1 – Prix d'excellence des professionnels et professionnelles de recherche
- 2 – Prix Publication en français
- 3 – Prix Relève-Étoile
- 4 – Prix Grands Sages

1 – Prix d'excellence des professionnels et professionnelles de recherche

b)

Récipiendaires	Établissement	Total FRQ octroyé (\$)
Larocque, Guillaume	Université McGill	2500
Charest, Amélie	Université Laval	2500
Villeneuve Cyr, Mylène	Université de Sherbrooke	2500
Baloukas, Bill	Polytechnique Montréal	1500
Beaudoin, Jean-François	CIUSSS de l'Estrie - CHUS	1500
Royer, Marie-Noele	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	1500
Lapointe, Jerome	Université Laval	1000
Bolduc, Marilène	Centre de recherche du CHU de Québec- Université Laval	1000
Lepage, Joelle	Université de Sherbrooke	1000
Total général		15 000

Données au 31 janvier 2025

c) Les objectifs de ce concours sont :

- Reconnaître la contribution des professionnels et professionnelles de recherche à la recherche, la mobilisation des connaissances, la formation de la relève ou au soutien des regroupements de chercheurs et chercheuses, et ce, dans toutes les disciplines couvertes par les trois Fonds de recherche du Québec ;
- Promouvoir les carrières comme professionnel et professionnelle de recherche au Québec ;
- Développer des liens entre les Fonds de recherche du Québec et la communauté des professionnels et professionnelles de recherche du Québec.

d) S. O.

Question 55	Suite
-------------	-------

Réponse :

2 – Prix Publication en français

Récipiendaires	Établissement	Total FRQ octroyé (\$)
Prix Publication en français Gisèle Lamoureux (Sciences naturelles et génie)		
Bellemare-Lepage, Agathe	Université du Québec à Montréal [UQAM]	2 000
Cordella, Christophe	Université Laval	2 000
Cusson, Pier-Olivier	Université de Sherbrooke	2 000
Danneryolles, Victor	Université du Québec à Chicoutimi [UQAC]	2 000
Drapeau Picard, André-Philippe	Aucune affiliation universitaire	2 000
Garneau, Michelle	Université du Québec à Montréal [UQAM]	2 000
Marcotte, Pascale	Université Laval	2 000
Pellerin, Stéphanie	Université de Montréal	2 000
Pelletier, Fanie	Université de Sherbrooke	2 000
Prix Publication en français Alice-Girard (Sciences de la Santé)		
Fortin, Justine	Université du Québec à Montréal [UQAM]	2 000
Lessard, Émilie	Université de Montréal	2 000
Maneraguha Kajiramugabi, François	Université de Montréal	2 000
Trenou, Kossi Clément	Université Laval	2 000
Prix Publication en français Louise-Dandurand (Sciences sociales et humaines, arts et lettres)		
Al-Dabbagh, Harith	Université de Montréal	2 000
Amadou, Salem	Université de Sherbrooke	2 000
Beaudoin-Gagnon, Simon	Université de Sherbrooke	2 000
Béland, Sébastien	Université de Montréal	2 000
Bilodeau, Antoine	Université Concordia	2 000
Blais-Tremblay, Vanessa	Université du Québec à Montréal [UQAM]	2 000
Daoust, Marc-Kevin	École de technologie supérieure [ÉTS]	2 000
Déry, Axel	Western University	2 000
Estivalèzes, Mireille	Université de Montréal	2 000
Fatah, Lahcen	Université du Québec à Montréal [UQAM]	2 000
Fortant, Elsa Aline Mariana	Institut national de la recherche scientifique [INRS]	2 000
Frechette, Julien	Université Laval	2 000
Gargano, Virginie	Université Laval	2 000
Gendreau Robert, Henri-Bastien	Université du Québec à Rimouski [UQAR]	2 000
Goday, Pascale	Université du Québec à Montréal [UQAM]	2 000
Heilporn, Geraldine	Université Laval	2 000
Joan Casademont, Anna	TÉLUQ - Université du Québec	2 000
Lavoie, Pierre	Université Laval	2 000
Luneau, Marie-Pier	Université de Sherbrooke	2 000
Marion, Elodie	Université de Montréal	2 000
Millerand, Florence	Université du Québec à Montréal [UQAM]	2 000
Quillet, Etienne	Université du Québec à Rimouski [UQAR]	2 000
Total général		70 000

Données au 31 janvier 2025

Question 55	Suite
-------------	-------

Réponse :

- c) Les objectifs de ce concours sont :
- Promouvoir et faire rayonner les publications de recherche en français, et ce, dans tous les domaines couverts par les Fonds de recherche du Québec ;
 - Encourager le libre accès aux publications de recherche en français ;
 - Reconnaître la pertinence sociale et les retombées de la recherche québécoise et canadienne en français.
- d) S. O.

3 – Relève étoile

b)

Récipiendaires	Établissement	Total FRQ octroyé (\$)
Relève étoile Louis-Berlinguet (Sciences naturelles et génie)		
Bédard, Antoine	University of Warwick	1 500
Bourret, Emmanuel	Université de Montréal	1 500
Brice, Camille	Université du Québec à Rimouski [UQAR]	1 500
Brodeur, Nicolas	Université d'Ottawa	1 500
Dimitrijevic, Andjela	Polytechnique Montréal	1 500
Flé, Guillaume	Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal	1 500
Flinois, Corentin	Université du Québec à Trois-Rivières [UQTR]	1 500
Gauthier, Mélanie	Université Laval	1 500
Ignatowicz, Kevin	École de technologie supérieure [ÉTS]	1 500
Joyce, Megan	Université Concordia	1 500
Silvestro, Roberto	Université du Québec à Chicoutimi [UQAC]	1 500
Thibeault, Vincent	Université Laval	1 500
Relève étoile Jacques-Genest (Sciences de la Santé)		
AbdElFatah, Tamer	Université McGill	1 500
Bédard, Camille	Université Laval	1 500
Deshayes, Thomas	Institut de cardiologie de Montréal	1 500
Deville-Stoetzel, Nadia	Université McGill	1 500
Fontvieille, Adeline	Université de Sherbrooke	1 500
Grunden, Nicholas	Université Concordia	1 500
Hajjar, Roy	Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal	1 500
Hata, Masayuki	Université de Montréal	1 500
Neves Briard, Joel	Centre hospitalier de l'Université de Montréal [CHUM]	1 500
Quirion, Laura	Institut de recherches cliniques de Montréal [IRCM]	1 500
Sebai, Ines	Université de Montréal	1 500
Tanguay-Sabourin, Christophe	Réseau québécois de recherche sur la douleur [RQRD]	1 500

Question

55

Suite

Réponse :

Récipiendaires	Établissement	Total FRQ octroyé (\$)
Relève étoile Paul-Gérin-Lajoie (Sciences sociales et humaines, arts et lettres)		
Azovide, Koudjo Afuwu Yesifa	Université Laval	1 500
Demers, Hélène	Université du Québec à Montréal [UQAM]	1 500
Fliaguine, Olga	Université du Québec à Montréal [UQAM]	1 500
Gómez Díaz, Miranda	Université Concordia	1 500
Grenon, Marie Michèle	Université du Québec à Montréal [UQAM]	1 500
Hussain, Arwa	Université Concordia	1 500
Journault, Audrey-Ann	Centre de recherche de l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal [CRIUSMM]	1 500
Lauzier-Jobin, François	Université de Sherbrooke	1 500
Lavoie, Pierre	Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises [CRILCQ]	1 500
Olibet, Ylenia	Université McGill	1 500
Peacock, Allison	Université Concordia	1 500
Vincent, Cynthia	Université du Québec à Montréal [UQAM]	1 500
Total général		54 000

Données au 31 janvier 2025

- c) Les objectifs de ce concours sont :
- Reconnaître l'excellence de la recherche réalisée par les étudiantes et étudiants de niveau universitaire (maîtrise et doctorat), les stagiaires postdoctoraux, ainsi que les membres d'un ordre professionnel en formation de recherche avancée, et ce, dans toutes les disciplines couvertes par les trois Fonds de recherche du Québec ;
 - Promouvoir les carrières en recherche au Québec ;
 - Développer des liens entre les Fonds de recherche du Québec et la communauté des étudiants-chercheurs et étudiantes-chercheuses du Québec.

d) S. O.

4 – Prix Grands Sages

b)

Récipiendaires	Établissement	Total FRQ octroyé (\$)
Prix Grands Sages Ashok Vijh en électrochimie (Sciences naturelles et génie)		
Mohan Du	Université McGill	10 000
Prix Grands Sages Phil Gold en oncologie et immunologie (Sciences de la Santé)		
Maxwell, Jennifer	Université McGill	10 000
Prix Grands Sages Françoise Sullivan en arts (Sciences sociales et humaines, arts et lettres)		
Kleinplatz, Sasha	Université Concordia	10 000
Total général		30 000

Données au 31 janvier 2025

Question 55	Suite
-------------	-------

Réponse :

- c) Les objectifs de ce concours sont :
- Souligner l'apport de chercheuses et chercheurs de renom qui ont marqué l'histoire de la science au Québec ;
 - Honorer trois étudiants ou étudiantes récipiendaires d'une bourse doctorale à l'issue du dernier concours du FRQ dont le dossier s'est classé parmi les meilleurs lors des évaluations, et ce, en lien avec le champ d'expertise des Grands Sages.
- d) S. O.

Question 56	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
------------------------	--

Réponse :

a) **Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques.**

La Direction des communications dispose de douze postes réguliers et de trois postes étudiants/stagiaires en affaires publiques, lesquels ont été occupés simultanément ou successivement par différents employés tout au long de l'année 2024-2025.

b) **Montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques.**

Total : 238 908 \$

c) **Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme.**

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

d) **Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la Direction des communications.**

La réponse à cette question est incluse à la question 06 des Renseignements généraux.

Q_{uestion} 57	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.
-----------------------------------	---

Réponse :

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2025-2026
Question 58	Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

Réponse :

Le plan stratégique du ministère a été déposé à l'Assemblée nationale le 7 juin 2023. Dans ce contexte, aucune dépense n'a été engagée en 2024-2025.

Question 59

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectués;
c) Rémunération totale déboursée.

Réponse :

Le Ministère a embauché 30 stagiaires pendant l'exercice financier, ce qui représente une rémunération totale de 458 698 \$.

La rémunération totale comprend toutes les sommes déboursées aux stagiaires, notamment : le salaire régulier, la compensation pour les journées fériées, le remboursement des vacances lors d'un départ et tout autre ajustement touchant la rémunération.

La sous-question b) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Question 60	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
-------------	--

Réponse :

Dans le cadre de l'élaboration de la planification stratégique des ressources énergétiques, la *Table Québec – Premières Nations et Inuit sur l'Énergie* a été mise sur pied afin d'assurer la participation des communautés et organisations autochtones aux travaux. Une première rencontre a eu lieu en virtuel le lundi 17 juin 2024 et une somme de 4 535,23 \$ a été dépensée pour celle-ci.

Q _{uestion} 61	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
-------------------------	---

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

Question 62	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux		Étude des crédits 2025-2026
Question 63		Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux		Étude des crédits 2025-2026
Question 64		Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse :

En 2024-2025, le Ministère n'a perçu aucune amende en vertu de l'application des lois dont il est le responsable.

Q _{uestion} 65	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
-------------------------	--

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/economie/acces-information/engagements-financiers-25k-ministere>.

Q _{uestion} 66	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
-------------------------	--

Réponse :

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

Question 67	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
-------------	---

Réponse :

Les immeubles occupés par le Ministère appartiennent à des entreprises privées, dont la SQI est locataire. Le ministère occupe également un site dont la SQI est propriétaire. Le Ministère ne détient donc aucun actif en immeuble.

Le Ministère n'a pas l'inventaire de ses actifs en meubles. Cependant, en 2024-2025, du mobilier a été acheté pour un montant de 482 534 \$.

Question 68	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q _{uestion} 69	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
-------------------------	--

Réponse :

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

Question 70

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 71

- Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025:
- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
 - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2024-2025 du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

Question 72	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ; b) fournir la liste des salaires versés.
-----------------------------------	--

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question 73

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
1) Forum des directrices et des directeurs en ressources humaines	Regroupement de tous les directeurs des ressources humaines des ministères et organismes afin d'échanger sur les meilleures pratiques d'affaires en matière de gestion des ressources humaines.	Tous les ministères et organismes	SCT
2) Comité en gestion contractuelle du Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Regroupement d'intervenants en gestion contractuelle en vue d'échanger sur des sujets d'intérêts communs et des problématiques courantes.	Intervenants en gestion contractuelle de différents ministères et organismes	CNESST
3) Forum des gestionnaires en ressources financières	Regroupement de tous les directeurs des ressources financières des ministères et organismes afin d'échanger sur les meilleures pratiques d'affaires.	Tous les ministères et organismes	SCT
4) Forum des secrétaires de comité de sélection	Lieu de formation et d'échanges qui favorise l'apprentissage, le transfert des connaissances et de l'expertise, ainsi que l'uniformisation des pratiques d'adjudication de contrats.	Tous les ministères et organismes	SCT - Sous-secrétariat aux marchés publics
5) Table d'échanges en ressources financières (Rendez-vous CF)	Regroupement de tous les intervenants en ressources financières afin d'échanger sur des sujets d'intérêts communs et des problématiques courantes.	Intervenants en ressources financières de différents ministères et organismes	Contrôleur des finances
6) Forum Banque Nationale du Canada	Lieu d'échanges entre les responsables du programme « Carte Affaire » de la Banque Nationale du Canada (BNC), les représentants de la BNC et le MFQ en vue de présenter des nouveautés, de faire un rappel sur les bonnes pratiques ou de clarifier certaines procédures.	Coordonnateurs du programme « Carte Affaire » dans les différents ministères et organismes	Banque Nationale et MFQ
7) Comité de réorganisation en lien avec le nouveau Conseil des ministres d'octobre 2022	Regroupement des intervenants impliqués dans le transfert des activités du MRNF vers le MEIE et vers le MELCCFP.	MCN, Contrôleur des finances, MRNF, MEIE, MELCCFP	MCN
8) Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Regroupement de tous les directeurs des ressources matérielles des ministères et organismes afin d'échanger sur les meilleures pratiques d'affaires.	Tous les ministères et les organismes	SCT
9) Forum des responsables en audit interne	Regroupement de responsables de l'audit interne au gouvernement du Québec afin de transmettre de l'information et échanger des expertises.	Tous les ministères et organismes	SCT
10) Comité ministériel entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI)	Prendre les décisions entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la FCI.	Ministres responsables des ministères suivants : MEIE, MES, MSSS et Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC)	MEIE
11) Comité interministériel de coordination Québec/FCI	Effectuer les recommandations auprès du Comité ministériel entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la FCI.	Sous-ministres adjoints des ministères suivants : MEIE, MES, MSSS et SQRC	MEIE

Question 73

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
12) Comité mixte MEIE-MES sur l'enseignement des sciences et des technologies	Renforcer et enrichir l'enseignement des sciences et des technologies, soutenir l'offre en animation et en culture scientifique des organismes de promotion de la science et de l'innovation et participer aux actions visant à soutenir l'intérêt pour les cheminements scolaires et les carrières en science et en technologie au primaire, au secondaire et à l'enseignement supérieur, dans toutes les régions du Québec.	MEIE et MES	MEIE
13) Comité de travail leadership féminin égalité économique et en emploi	Contribuer à la progression de la mixité en emploi incluant la représentation des femmes dans les métiers et professions majoritairement masculins (dont les professions scientifiques et technologiques), la représentation des hommes dans les métiers et professions majoritairement féminins et des femmes dans les postes de leadership (parité et diversité).	FRQ, MAPAQ, MCC, MEIE, MEQ, MES, MRNF, MELCCFP, MFA, MSSS, MTMD, MESS, MCE-SAJ	SCF
14) Comité interministériel pour la mixité en emploi	Contribuer à la progression de la mixité en emploi incluant la représentation des femmes dans les métiers et professions majoritairement masculins (dont les professions scientifiques et technologiques) et la représentation des hommes dans les métiers et professions majoritairement féminins.	FRQ, MAPAQ, MCC, MEQ, MRNF, MELCCFP, MFQ, MSSS, MTMB, MESS, MCE-SAJ	SCF-MEIE
15) Comité directeur des Prix du Québec	Approuver les orientations annuelles des Prix du Québec, incluant la prévision budgétaire, le plan de communication, le bilan des activités de communication, le rapport financier et toute autre modification à l'égard des orientations des Prix du Québec.	MEIE-MCC	MEIE-MCC
16) Comité interministériel de la recherche et de l'innovation (R-I)	Assurer la cohérence des actions gouvernementales en matière de recherche et d'innovation. De façon plus précise : - mettre à profit les expertises des ministères et tenir compte des besoins de chaque ministère en matière de recherche et d'innovation; - favoriser la culture scientifique et d'innovation et maximiser son impact; - soutenir et accompagner les MO afin de mieux articuler l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques en recherche et innovation; - favoriser la collaboration et le partenariat pour optimiser les retombées de la recherche et de l'innovation, tant sur le plan économique, social et culturel, ainsi qu'au sein même de l'appareil public.	Tous les ministères et organismes intervenants en R-I	MEIE
17) Forum des gestionnaires en technologies de l'information	Promouvoir l'excellence dans la gestion des technologies de l'information au gouvernement du Québec, favoriser l'échange, la concertation et le réseautage entre les membres eux-mêmes, les membres des autres forums de concertation et avec les organismes centraux, ainsi que soutenir le développement de ses membres.	Tous les ministères et organismes	SCT
18) Comité de gouvernance en ressources informationnelles	Réunir les acteurs clés de la gouvernance et de la gestion des ressources informationnelles au gouvernement du Québec.	Tous les ministères et organismes	MCN

Question 73

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
19) Réseau gouvernemental de cyberdéfense	Regroupement des chefs de la sécurité de l'information organisationnelle.	Tous les portefeuilles ministériels et grands organismes	MCN
20) Table d'architecture gouvernementale (TAG)	Fournir un lieu d'échange pour partager les expériences et des documents ainsi que permettre de démocratiser davantage l'architecture d'entreprise gouvernementale dans un contexte de transformation numérique.	Tous les ministères et organismes	MCN
21) Comités de la gouvernance de l'Offensive de transformation numérique (OTN)	Coordonner l'OTN avec les partenaires, approuver les projets et suivre les indicateurs sectoriels.	Tous les ministères à vocation économique ainsi que les partenaires stratégiques (IQ, BDC, Fonds FTQ, CDPQ, Desjardins, CPMT)	MEIE
22) Forum sur le cycle de vie des applications	Partager les expériences et les pratiques ainsi qu'échanger sur les différents aspects entourant le cycle de vie des applications (livraison de solutions applicatives, processus, normes, outils et infrastructures de développement et d'essais).	Tous les ministères et organismes	CNESST
23) Table des partenaires clicSÉQUR – Entreprises	Fournir un lieu d'échange sur l'état de situation de la plateforme, les nouveautés et répondre aux questions des ministères et organismes partenaires.	Tous les ministères et organismes arrimés à clicSÉQUR – Entreprises	MESS et Revenu Québec
24) Comité sur la biodiversité	S'assurer de la prise en compte et de l'intégration des orientations gouvernementales sur la diversité biologique dans les activités des ministères et organismes concernés; Faciliter la collaboration, la concertation et la participation interministérielles lors de la réalisation de projets qui répondent à des enjeux communs ou transversaux; Élaborer et mettre en place un mécanisme permettant la réalisation de projets liés à la diversité biologique qui requièrent une action multisectorielle et la participation de plusieurs intervenants de l'Administration publique; Établir des objectifs, cibles et indicateurs de suivi des réalisations des ministères ainsi que l'état d'avancement des travaux et apporter les ajustements requis, le cas échéant, afin d'en faciliter la réalisation; Coordonner une démarche gouvernementale en vue de doter le Québec de cibles spécifiques visant l'atteinte des plus récents objectifs et cibles internationaux établis par les Parties signataires de la Convention sur la diversité biologique.	MRIF, MEIE, MELCCFP, MAPAQ, MRNF, MAMH, MEQ, SRPNI, SPN, MTMD, MTO, MSSS	MELCCFP
25) Comité du plan et des chantiers sur la construction	Soutenir le secteur de la construction au Québec dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre.	MCE, MESS, MEIE, MIFI, MTMD, HQ, IQ, CCQ, MFQ, SCT, MEQ, SQI, MFA, MAMH	MCE et MESS
26) Comité concernant l'immigration non permanente	S'assurer que la quantité d'immigrants respecte les capacités d'accueil de la société et d'embauche de l'économie québécoise.	MCE, MIFI, MEIE, MESS, MFQ, MES	MCE et MIFI
27) Comité sur le salaire minimum	Déterminer le salaire minimum pour l'année suivante. Le salaire minimum retenu entre en vigueur le premier mai de l'année suivante.	MTRAV, MFQ, MEIE, SCT, SCF, Retraite-Québec, MESS	MTRAV

Question 73

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
28) Comité de liaison en matière de commerce international et d'investissements étrangers	Assurer la cohésion et la coordination de l'action internationale du Québec.	MEIE, MRIF, IQI	MRIF et MEIE
29) Groupe interministériel sur l'économie circulaire	Rendre plus efficaces et intégrées les actions gouvernementales liées à l'économie circulaire en s'assurant de renforcer l'expertise gouvernementale dans ce domaine. Mettre en place les bases pour l'élaboration d'une Stratégie québécoise d'économie circulaire.	MEIE, Recyc-Québec, MAPAQ, SPN, CRIQ, MRNF, ISQ, MAMH, MTMD, CAG, CCQ, CDPQ, CPMT, FRQ, Hydro-Québec, INMQ, INSPQ, IQ, ITHQ, Loto-Québec, OPC, RBQ, Revenu Québec, SAQ, SCT, SDBJ, SÉPAQ, SPIPB, SPN, SQDC, SQI.	Recyc-Qc et MELCCFP
30) Comité de coordination C2 Montréal	Coordonner les actions ministérielles pour l'événement C2 2024.	MEIE, IQI, MRIF, MCC, MTO & C2.MTL	MEIE
31) Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif	Conseiller le gouvernement sur les mesures à mettre en œuvre afin d'alléger le fardeau réglementaire et administratif des entreprises.	Coprésidence : MEIE (Ministre délégué à l'économie), FCEI Membres – affaires : FCCQ, MEQ, CPQ, CQCD, CCCD Membres – gouv : MCE, SCT, MESS, ARQ, MTRAV, MELCCFP	MEIE
32) Comité interministériel afin de débiter une réflexion sur la modernisation du régime de fabrication de boissons alcooliques prévu à la Loi sur la société des alcools du Québec (chap. S-13)	Identifier et évaluer les pistes de modernisation des permis afin d'alléger et d'assurer une cohérence législative, en fonction des rôles de chaque partenaire et des différents régimes de fabrication (types de produits, quantité d'hectolitre produits, qualité).	MEIE, RACJ, MFQ, SAQ, MAPAQ, MJQ	MEIE, RACJ et MFQ
33) Comité interministériel sur les sanctions économiques	Brosser un portrait global des sanctions économiques et des restrictions aux exportations en vigueur, anticiper et identifier les répercussions possibles de celles-ci et accompagner les entreprises québécoises affectées.	MEIE, MTQ, MAPAQ, MRIF	MEIE
34) Comité interministériel en renseignement de sécurité	Le comité a pour mandat de servir de forum d'échange, d'informations, de renseignements et de bonnes pratiques entre ses membres afin de favoriser la collaboration sur des enjeux de sécurité de l'État d'intérêt commun.	MSP, MRIF, MIFI, MEIE, MEQ, MCN, HQ.	MSP
35) Groupe de travail interministériel en ingérence étrangère	Le groupe de travail a pour mandat de servir de forum de discussions en lien avec l'enjeu de sécurité que représente l'ingérence étrangère. Il vise à mettre en commun les initiatives et à échanger des informations dans le but d'uniformiser les connaissances, de favoriser la cohérence des approches de même que l'efficacité des efforts déployés par les divers participants.	MSP, MRIF, MRNF, MSSS, MEIE, MES, MJQ, MCN.	MSP

Question 73

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
36) Comité directeur de la mission du Québec à la convention internationale BIO	Organiser et coordonner la mission ministérielle et commerciale du Québec à la convention internationale. Un sous-comité se rapporte au comité directeur : le sous-comité sur l'agenda ministériel.	MEIE, IQI, MRIF, MSSS	IQI
37) Cellule de prospection en investissement étranger – sciences de la vie	Attirer de nouveaux investissements privés dans le secteur des sciences de la vie en optimisant les efforts de prospection et d'investissements.	MEIE, IQI, QI, MI, Sherbrooke Innopole	MEIE
38) Sous-chantier filière industrielle : électrification des transports	Soutenir le développement de la filière industrielle des véhicules électriques en évaluant les besoins et activités en cours, en assurant une compréhension commune des enjeux, en permettant une cohérence des actions gouvernementales et au besoin en identifiant de nouvelles mesures visant à soutenir la filière.	MEIE, MTQ, MRNF, MELCC, IQ, MTESS, MEQ, Hydro-Québec	MEIE
39) Comité interministériel sur les zones d'innovation	Rôle-conseil auprès du ministère concernant le déploiement du projet de zones d'innovation. Ses membres donnent des avis et des conseils sur l'adéquation des projets de zones d'innovation reçues avec les orientations, politiques et stratégiques de leur organisation respective.	Scientifique en chef, MAMH, MFQ, MES, MAPAQ, MTQ, MCC, MELCC, MRNF, MIFI, MSSS, MRIF, MTESS, IQ, MEIE	MEIE
40) Comité de coordination de la mission au Salon aérospatial du Bourget	Coordonner la mission ministérielle et commerciale au Salon aérospatial du Bourget.	MEIE (DTL, DPCII, Comm.), IQI, MI, Délégation générale du Québec à Paris (DGQP)	IQI
41) Comité de coordination de la mission au Salon aérospatial de Farnborough	Coordonner la mission ministérielle et commerciale au Salon aérospatial de Farnborough.	MEIE (DTL, Comm.), IQI, MI, Délégation générale du Québec à Londres (DGQL)	IQI
42) Comité technique sur la biométhanisation agricole	Améliorer les connaissances sur la biométhanisation agricole, identifier les enjeux et les opportunités, proposer des orientations pour baliser le développement de cette filière et favoriser son développement harmonieux.	MRNF, MAPAQ, MEIE, MELCCFP, Énergir, Gazifère, AQPER, UPA, Sollio Agriculture	MRNF et MAPAQ
43) Comité exécutif / directeur Grand défi société apprenante (GDSA)	Rassembler des représentants de différents ministères interpellés par la mise en œuvre du Grand défi société apprenante. Permet aux membres de suivre la mise en œuvre du GDSA, de définir les orientations à suivre, d'identifier et de traiter les enjeux stratégiques.	MES, MEQ, MESS, MEIE, MCN	MES
44) Comité directeur Le défi de société « accélérer la décarbonation du Québec : l'écosystème énergétique régional comme levier de développement durable régional » (défi Décarbonation)	Composé de représentants désignés par les ministères participants. Le comité directeur se réunit au besoin afin d'assurer les grandes orientations du défi.	MTMD, SPN, MAPAQ, MEIE, MTO, MRNF, MRIF, SCT, MES	MELCCFP

Question 73

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
45) Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité gouvernementale en construction bois	Étendre l'engagement gouvernemental en matière d'exemplarité en construction bois aux principaux M/O gestionnaires ou subventionnaires de projets de construction de bâtiments et d'ouvrages de génie civil publics, parapublics et privés de même qu'aux autres intervenants concernés par la construction de ceux-ci.	MCC, MSSS, MEIE, MEQ, MES, MELCCFP, MAMH, MFQ, MRNF, MTMD, RBQ, SCT, Sépaq, SHQ, SQI, SPN	MRNF
46) Comité technique – Politique d'intégration du bois dans la construction	Mettre en place des actions pour s'assurer que les mandats spécifiques du comité interministériel soient réalisés de façon adéquate. Établissement du cadre de reddition de comptes sur l'exemplarité gouvernementale en construction bois. Collecte et transmission annuelles des données pour l'élaboration du rapport annuel sur l'exemplarité gouvernementale en construction bois.	MCC, MSSS, MEIE, MEQ, MES, MELCCFP, MAMH, MFQ, MRNF, MTMD, RBQ, SCT, Sépaq, SHQ, SQI, SPN	MRNF
47) Comité de suivi de la situation de l'arsenic à Rouyn-Noranda	Effectuer un suivi de la situation relative aux émissions atmosphériques de la Fonderie Horne et du processus de renouvellement de l'autorisation ministérielle.	MEIE, MELCCFP, MSSS, MAMH, MCE	MELCCFP
48) Comité de coordination interministériel en économie verte et durable (CCIEVD)	Maximiser l'effet levier des actions gouvernementales en veillant à ce que les mesures destinées aux entreprises, aux travailleurs et aux consommateurs soient harmonisées, adéquates et structurantes pour répondre aux défis posés par la transition économique verte dont le rythme s'accélère.	MCC, MAPAQ, MAMH, MFQ, MRIF, MRNF, MT, HQ, CCQ, IQ, FAQ, SAQ, SLQ, SQC, BAPE, CDPQ, CAG, FRQ, ISQ, RBQ, SDBJ, SDEC, SPN, RECYC QUÉBEC	MEIE et MELCCFP
49) Sous-comité interministériel sur la Stratégie québécoise sur l'hydrogène vert et les bioénergies	Rassembler les gestionnaires de différents ministères interpellés par le déploiement de cette stratégie gouvernementale afin de favoriser l'arrimage et la concertation gouvernementale tout en identifiant les enjeux et pistes de solutions. Ce sous-comité se rapporte au comité interministériel en énergie.	MRNF, MEIE, MELCCFP, MAPAQ, MAMH, MRIF, MTMD	MEIE
50) Comité interministériel sur la requalification du site industriel de Fortress à Thurso	Coordonner les travaux en vue de recommander aux autorités gouvernementales la solution globale à privilégier pour la relance du site industriel à Thurso et la reprise des actifs de traitement des eaux de la ville.	MEIE, MELCCFP, MRNF, MAMH, MFQ	MEIE
51) Comité interministériel MRNF-MESS-MEIE	Soutenir les travailleurs, les communautés et les entreprises du secteur forestier qui seront affectés par la réduction des possibilités forestières liées aux feux de forêt de l'été 2023. Évaluer l'impact des mesures éventuelles de protection pour les caribous forestiers et montagnards, et les mesures potentielles pour soutenir le secteur forestier.	MRNF, MESS, MEIE, MAMH	MRNF
52) Comité interministériel en énergie	Établir la vision et les orientations du secteur énergétique québécois et assurer la cohérence de l'action gouvernementale en la matière.	MRNF, MEIE, RBQ, MELCCFP, MTMD, MCE-SRPNI, MAPAQ, MAMH, MFQ	MEIE

Question 73

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
53) Comité interministériel de mobilisation et de communication climatiques	Assurer la cohérence et l'efficacité des interventions gouvernementales en communication et mobilisation climatiques, arrimer les actions des MO pour que les efforts soient complémentaires et renforcer l'importance et la crédibilité de la mobilisation dans la lutte contre les changements climatiques. S'inscrit dans la Stratégie de mobilisation pour l'action climatique.	MELCCFP, MAMH, INSPQ, MCN, MEIE, MSP, HQ, MTMD, Recyc-Québec	MELCCFP
54) Sous-comité en modélisation	Rassembler les membres qui mènent des travaux en lien avec la modélisation de la décarbonation du Québec.	MEIE, MELCCFP, MFQ HQ-IREQ	MEIE
55) Table de coordination sur le développement de la filière éolienne (découle du comité interministériel en énergie)	Documenter les enjeux en lien avec le développement de la filière éolienne, proposer des solutions favorisant le développement de la filière éolienne et son acceptabilité sociale; faciliter les démarches des promoteurs éoliens. Cinq sous-comités découlent de cette table : enjeux agricoles et terres privées, enjeux municipaux, autochtones et d'acceptabilité sociale, enjeux en terres publiques, enjeux sur le processus d'évaluation des projets et enjeux de transport routier des composantes éoliennes hors norme.	MRNF, MEIE, MELCCFP, MCE-SRPNI, MAPAQ, MAMH, MTMD	MEIE
56) Bureau de coordination des droits en énergie	Optimiser des processus d'attribution de permis et d'autorisations pour les projets énergétiques, notamment ceux d'Hydro-Québec. Arrimage des consultations interministérielles et accompagnement des projets, modifications législatives et réglementaires, si nécessaire, et arrimage de la procédure fédérale à celle du Québec	MTMD, MRNF, MEIE, MELCCFP, MAPAQ, HQ	MEIE
57) Groupe de support interministériel	Rassembler les professionnels des différents ministères impliqués dans la consultation autochtone afin de dégager une approche cohérente et s'assurer des meilleures pratiques en la matière.	MRNF, MEIE, MELCCFP, MCE-SRPNI, MCC, MAMH, MJQ, MTMD	SRPNI/MCE
58) Comité de suivi concernant les cibles de distribution du gaz de source renouvelable	Rassembler des représentants de différents ministères et organismes privés interpellés par la mise en œuvre du Règlement concernant la quantité de gaz de source renouvelable devant être livrée par un distributeur et le développement d'une filière québécoise de gaz de source renouvelable. Permet aux membres de suivre la mise en œuvre du Règlement et d'échanger sur les enjeux qui touchent le développement de cette filière.	MRNF, MEIE, MELCCFP, MAPAQ, MAMH, IQ, Association des consommateurs industriels de gaz, Association québécoise de la production d'énergie renouvelable, Conseil de l'industrie forestière du Québec, Énergir, Gazifère, Groupe Filgo-Sonic, Union des producteurs agricoles du Québec	MEIE

Question 73

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
59) Comité interministériel sur l'amiante	En plus de suivre la progression des mesures du plan d'action sur l'amiante et les résidus miniers amiantés, le comité interministériel planifie et coordonne la préparation et la tenue des rencontres de la table de concertation multipartite, afin d'assurer une interconnexion optimale entre les deux structures de suivi du plan. Ainsi, il voit à concilier les besoins des milieux visés et les objectifs gouvernementaux, en considérant les enjeux de santé et de sécurité, d'environnement et de développement économique et social, ainsi que les moyens à déployer pour faire face à ces enjeux. En tant que dépositaire de la vision d'ensemble du plan d'action, le comité interministériel est enfin appelé à rendre compte aux autorités gouvernementales des résultats atteints.	MEIE, CNESST, MRNF, SQI, MSSS, SQI, MTQ, MAMH,	MELCCFP
60) Comité directeur du PQVMCS	Élaboration et suivi du plan d'action du PQVMCS.	MEIE, MELCCFP, IQ, SPN, SOQUEM, MSSS, MRIF, MAPAQ, MRNF	MRNF
61) Regroupement des directeurs généraux de l'administration	Soutenir les directeurs généraux de l'administration, sous-ministres adjoints et vice-présidents à l'administration des ministères et organismes dans leurs actions auprès de l'organisation; collaborer avec les autorités gouvernementales à la définition et à la mise en place de politiques et de réformes; contribuer à l'amélioration de la performance au sein de l'appareil gouvernemental; favoriser le développement des compétences.	Tous les ministères et organismes	SCT
62) Comité interministériel sur le développement de nouvelles filières nécessitant l'utilisation du sous-sol, telles que le stockage de carbone et l'extraction de l'hydrogène naturel	Rassembler des représentants de différents ministères et organismes concernés par le développement d'un corpus législatif encadrant le développement de nouvelles filières nécessitant l'utilisation du sous-sol. Ce comité permet aux membres de suivre l'évolution de ce dossier et d'échanger sur les différents enjeux liés au développement de ces filières au Québec, tel le stockage géologique de carbone.	MRNF, MAMH, RBQ, MELCCFP, MFQ, MEIE, Le palier fédéral est parfois sollicité en raison de son rôle dans l'encadrement du stockage de carbone	MEIE
63) Comité d'intérêt public du MAPAQ	Conseiller le ministre dans la délivrance ou la modification de permis d'établissement de transformation et de conserverie de produits marins.	MEIE, MAPAQ, MAMH, UQAR, CRIBIQ, RSTM	MAPAQ
64) Comité interministériel sur les aires protégées d'initiative autochtone (CI-APIA)	Appuyer le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) dans le développement du statut d'APIA créé en vertu de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, et plus particulièrement dans l'élaboration du guide définissant ce statut.	SPN, MEIE, MRNF, MTO, MCC, SRPNI	MELCCFP
65) Comité interministériel Nouveau Monde Graphite	Regrouper lors d'une même rencontre avec l'entreprise tous les ministères interpellés par le développement du projet afin d'optimiser les échanges et tenter de répondre rapidement aux questions et enjeux soulevés.	MEIE, MELCCFP, MRNF, MCE-SRPNI, MFQ	MEIE



Québec.ca/[économie](https://quebec.ca/economie)